



Autolib' et Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier

75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

## Procès-Verbal

du Comité syndical Séance du 12 juillet 2017

---

Le 12 juillet 2017, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 6 juillet 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :

105

Nombre de délégués présents ou représentés :

62 dont 28 pouvoirs

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Jean-Paul MARTINERIE (Châtenay-Malabry) M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Fatah AGGOUNE (Gentilly), M. Stéphane PRAT (Ivry-sur-Seine), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), Mme. Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel-Ilah AZMI (Saint-Cloud), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes), M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres).

Grand Paris Seine Ouest : M. Hervé LIEVRE, M. Bernard ROCHE

Paris Est Marne et Bois : M. Pascal TURANO

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER

Paris Ouest La Défense : M. Eric LE LANN

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Hervé WILLAIME (Cachan), M. Jean MILCOS (Clamart), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Anna ANGELI (Le Pré Saint-Gervais), Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), Tiffany CULANG (Saint-Mandé), Mme Carole HOOGSTOEL (Grand Paris Seine Ouest).

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony) à J.P MARTINERIE, M. Philippe PIERRE (Argenteuil) à J. BOULAY, M. Bruno TUDER (Bagneux) à Hervé WILLAIME, M. Merouan HAKEM (Bagnolet) à Anne ANGELLI, M. Alain LOPPINET (Bailly) à Carole HOOGSTOEL, M. Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Marie-France PARRAIN, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme. Geneviève GAILLABAUD, M. Bernard ACCART (Courbevoie) à Anne-laure LEBRETON, M. Jean-Luc MILLARD (Drancy) à Marie-José RAMBEAU, M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury) à Pascal TURANO, M. Yves MENEL (Garches) à Jean-Jacques PASTERNAK, M. Boutaïeb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Marie-France PARRAIN, M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) à Thierry-Michel ISOARD, M. Philippe LEBEAU (Pantin) à Catherine PILON, M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Stéphane PRAT, Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison) à Sophie DESCHIENS, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Alain SCHUMACHER, M. Hervé FLEURY (Versailles) à M. Richard DELEPIERRE, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à M. Patrick LEROY, M. Roland de HEAULME (Viroflay) à Richard TESTA, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à Tiffany CULANG.

Métropole du Grand Paris : M. Patrick OLLIER à Christophe BOISSIERE ; M. Daniel GUIRAUD à Marie-Pierre de La GONTRIE

Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME à Hervé LIEVRE ; M. Jean Marc SZMARAGD à Bernard ROCHE, Mme Aline de MARCILLAC à Abdel-Ilah AZMI,

Grand Paris Sud Est Avenir : M. Bruno HELIN à Ibrahima TRAORÉ

**Etaient excusés :** Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), Sylvie MARIAUD (Bois-Colombes), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Alain GUETROT (Saint-Maurice), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), MM. Christian PAGE et Jean-Luc CURAT (Saclay), M. Bruno HAAS.

Métropole du Grand Paris : Daniel GUIRAUD

Grand Paris Seine Ouest : M. Michel JIAUME, M. Gauthier MOUGIN

Vallée Sud Grand Paris : M. Rodéric AARSSE

**Assistaient également à la séance :** Mme Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, M. Malik SALEMKOUR, directeur juridique des finances et de la commande publique, Mme Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mme Mélody TONOLLI, directrice de la communication et du Marketing, M. Olivier BONNEFOY, directeur des services techniques, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2017

2. Délibérations :

- Avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service - Vélib'
- Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express
- Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente

- Adhésion de collectivité(s) au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib'
- Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib'
- Retrait d'EPT

### 3. Points divers

**La Présidente** a ouvert la séance à 15h30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

**Madame GAILLABAUD** est désignée comme secrétaire de séance.

#### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 28 juin 2017**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 28 juin 2017.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 28 juin 2017 est adopté à l'unanimité.*

#### **2 – Délibérations**

##### 2.1 Avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service - Vélib' (délibération 2017 66)

**La Présidente** donne la parole à M. SALEMKOUR.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique de la commande publique et des finances)** explique que conformément à l'article 6.16 du mémoire technique, le groupement conjoint SMOOVEnGO souhaite que lui soit substitué une société dédiée pour l'exécution du marché. Il précise que cette nouvelle société, dénommée SAS Smovengo, est constituée par l'ensemble des membres du groupement.

Il ajoute que la société SAS Smovengo a fait part de sa décision de renoncer au bénéfice de l'avance telle que prévue à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Ces informations entraînant des modifications du contrat en cours, dit-il, il convient de les prendre en compte par la formalisation d'un avenant.

Il indique que le conseil d'exploitation ayant pris acte du projet d'avenant, le Comité syndical est autorisé à délibérer et à autoriser la Présidente à signer cet avenant.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité, la Présidente à signer l'avenant n°1 relatif au marché de vélos en libre-service- Vélib' joint en annexe.**

##### 2.2 - Convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express (délibération 2017 67)

**La Présidente** donne la parole à M. SALEMKOUR.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique de la commande publique et des finances)** rappelle que l'établissement public « Société du Grand Paris » (SGP) a été créé par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010.

Il a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation.

Conformément à l'article 3 de la loi susmentionnée, le schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris a fait l'objet d'un débat public organisé par la Commission nationale du débat public. Le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris a délibéré sur ce schéma et l'a adopté à l'unanimité le 26 mai 2011.

L'ensemble du programme a été segmenté en projets (tronçons) qui font l'objet chacun de déclaration d'utilité publique. La SGP assure la maîtrise d'ouvrage de certaines des lignes de ce réseau qui forment le réseau de transport public du Grand Paris (RTPGP).

Les travaux de réalisation de ce réseau sont susceptibles d'avoir un impact sur le réseau du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la société Autolib' tant en phase de travaux qu'en phase d'exploitation.

Afin de gérer de façon efficace les interfaces entre le réseau RTPGP et celui du Syndicat exploité par la société Autolib', les trois parties conviennent de mettre en place une convention –cadre.

Il explique que la présente convention cadre est donc nécessaire à la réalisation du réseau RTPGP. Elle a pour objet de définir les principes généraux d'indemnisation et de réalisation des études et travaux de mise en compatibilité du réseau entre la Société du Grand Paris et la société Autolib' ainsi que la prise en compte des éventuels impacts sur l'exploitation concédée.

Il ajoute que la société du Grand Paris réalise le Grand Paris Express. Or, des stations Autolib' sont situées sur les emprises de ces futures gares. Cet aménagement urbain entraînant des contraintes pour la délégation de service public Autolib', un accord est nécessaire entre la société Autolib', la société du Grand Paris qui s'engage à prendre en charge les coûts de dépose, de repose transitoire et de repose et le Syndicat qui se porte garant de la bonne exécution du mécanisme. Cette convention-cadre sera déclinée sur chaque commune concernée et il y est prévu d'anticiper le plus rapidement possible ces besoins. La convention permet de travailler sur les stations déjà déposées et d'anticiper les pertes d'exploitation envisagées sur les futures stations. Il termine en indiquant qu'avant la fermeture d'une station, il est nécessaire de savoir où elle sera reposée, afin de réduire les pertes d'exploitation.

**La Présidente** rappelle que les collectivités qui génèrent du surcoût pour une pose / dépose de station pourraient, dans d'éventuelles pistes de redressement de la délégation de service public, devoir supporter ces coûts.

Elle s'enquiert de questions éventuelles.

**M. Richard TESTA (Noisy le Grand)** signale que la convention-cadre ne leur a pas été transmise. Il souligne qu'il est indispensable de procéder au vote ce jour ; en effet, une station a été démontée il y a cinq mois dans sa commune.

**La Présidente** propose aux membres de faire circuler la convention-cadre avant de la soumettre au vote.

**Le Comité Syndical** accepte la proposition de la Présidente.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombes)** demande si les poses et reposes se feront aux frais réels.

**La Présidente** indique qu'en effet, cela se fait sur devis.

**M. Christophe BERNIER (Gennevilliers)** demande s'il est prévu le même type de convention pour Vélib'.

**La Présidente** rappelle que lors de sa rencontre avec Philippe YVIN, Président de la Société du Grand Paris, ce dernier était d'accord sur le principe de prendre en charge les travaux d'investissement réalisés sur l'emprise. Cependant, la mise en œuvre reste imprécise, et le tracé ne concerne que peu de stations.

Tous les membres ayant pris connaissance de la convention-cadre, la Présidente propose de passer au vote.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **AUTORISE à l'unanimité**, la Présidente à signer la convention-cadre de financement pour la mise en compatibilité du réseau du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole exploité par la Société Autolib' nécessaire à la réalisation du Grand Paris Express ci-annexée ainsi que le cas échéant, les actes subséquents.

### 2.3 - Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente (délibération 2017 68)

**La Présidente** donne la parole à M. SALEMKOUR.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique de la commande publique et des finances)** rappelle que la délibération n°2016 41 du 8 décembre 2016 relative à la délégation de compétence à la présidente, lui donne entre autres, délégation de compétence pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget. Il indique que le marché Vélib' est un marché complexe. Initialement, toutes les pièces du marché (avenants, ordre de services et procès-verbaux) modifiées nécessitent l'approbation du Comité syndical. Dans un souci de simplification, il est donc proposé de donner délégation à la Présidente afin qu'elle puisse prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous types de conventions, contrats, marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications, signer les avenants ainsi que l'ensemble des actes administratifs conséquents au marché Vélib'. En contrepartie, le relevé des décisions prises dans le cadre de cette délégation de compétences, sera transmis à chaque Comité.

Il ajoute qu'afin de garantir la mise en œuvre des différents flux financiers liés à Vélib', il est également proposé d'autoriser la Présidente à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Comité syndical nécessaire pour compenser le délai entre les recettes des contributions des collectivités et les dépenses, lors du premier trimestre d'exploitation du marché. Le Comité syndical approuvera le montant et les modalités de cette ligne de trésorerie. Pour l'instant, l'écart de trésorerie à prévoir serait compris entre 3 millions et 12 millions lors du premier trimestre 2018 et dépendrait des modalités de paiement du reste à charge à mettre en place avec les communes ayant des stations Vélib'.

Il termine en indiquant que les compétences déléguées à la Présidente pourront faire l'objet d'une délégation de signature à la Directrice du Syndicat.

**La Présidente** précise que la mise en place de cette ligne de trésorerie n'est possible que dans le cadre d'une délibération prise par le Comité syndical.

En l'absence de remarques, elle soumet cette délibération aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **DECIDE à l'unanimité**, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat et dans le cadre de l'ensemble des attributions du syndicat mixte (socle commun, compétences Autolib' et Vélib') pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;
- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires à la gestion des emprunts ;

2°) Pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de tous types de conventions, contrats, marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans les conditions et limites définies par la délibération spécifique qui sera prise par le Comité syndical à cet effet et d'en assurer les opérations courantes de gestion

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

10°) donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature à la Directrice du Syndicat Mixte.

11°) tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi.

**PREND ACTE** que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des décisions prises dans le cadre des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion du Comité Syndical et, le cas échéant auprès du Conseil d'exploitation de la régie autonome, lorsque les attributions exercées par délégation portent sur les affaires pour

lesquelles le Comité Syndical se substitue au Conseil d'exploitation conformément à l'article 7 des statuts de la régie autonome ; **PREND ACTE** que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires ; **DIT** que la délibération n° 2016 41 du 8 décembre 2016 relative à la délégation de compétence à la présidente est abrogée.

2.4 - Adhésion de collectivités au SMAVM, Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' : Juvisy-sur-Orge ; Nanterre ; Alfortville ; Malakoff et le Raincy (délibérations 2017 69 à 70 ; 2017 72 à 73 et 2017 85)

En l'absence de remarques, la **Présidente** soumet les délibérations aux voix.

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, l'adhésion des collectivités susvisées au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que le montant de la contribution obligatoire calculé par station Autolib' ou équivalent station pour les collectivités adhérentes sera celui applicable à la date de signature de la convention de déploiement hormis pour Nanterre ; Alfortville ; Malakoff ; **APPROUVE** le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service des collectivités au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **APPROUVE** l'adhésion des Villes à l'option Vélib'.

2.5 - Adhésion du Département du Val-de-Marne au SMAVM et à l'option Vélib' (délibération 2017 71)

En l'absence de remarques, la **Présidente** soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, l'adhésion du département du Val-de-Marne au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** qu'aucune contribution obligatoire n'est appelée, sachant que le concessionnaire du Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole est exonéré de droits de voirie vis-à-vis du département du Val-de-Marne **APPROUVE** l'adhésion du département du Val-de-Marne à l'option Vélib'.

2.6 Adhésion de Créteil au SMAVM (délibération 2017 86)

En l'absence de remarques, la **Présidente** soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE à l'unanimité**, l'adhésion de la commune de Créteil au Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; **DIT** que la commune de Créteil devra signer un avenant à la convention de déploiement sans verser le montant de la contribution obligatoire.

2.7 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service de collectivités au SMAVM pour adhésion à l'option Vélib' : Aubervilliers ; Clichy-la-Garenne ; Colombes ; Ivry-sur-Seine ; Le Pré-Saint-Gervais ; Montreuil ; Neuilly-sur-Seine ; Saint-Mandé ; Noisy-Le-Sec ; Puteaux ; Pantin ; Rosny-sous-Bois ; Saint-Maur-des-Fossés ; Villejuif (délibérations 2017 74 à 82 et 2017 87 à 91)

**M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne)** indique que la mairie de Champigny-sur-Marne a envoyé un courrier faisant état de son adhésion et demandant un délai pour fixer le nombre des stations en collaboration avec les communes voisines.

**La Présidente** répond que la soumission au Comité syndical de l'adhésion d'une collectivité n'est possible qu'après réception par le Syndicat de la délibération du Conseil municipal faisant état de cette adhésion et, le cas échéant, du transfert de compétence de location de vélos en libre-service.

En l'absence d'autres remarques, elle soumet la délibération aux voix

**Le Comité Syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE** le transfert de compétence de location de vélos en libre-service de : Aubervilliers ; Clichy-la-Garenne ; Colombes ; Ivry-sur-Seine ; Le Pré-Saint-Gervais ; Montreuil ; Neuilly-sur-Seine ; Saint-Mandé ; Noisy-Le-Sec ; Puteaux ; Pantin ; Rosny-sous-Bois ; Saint-Maur-des-Fossés ; Villejuif ; **APPROUVE** leur adhésion à l'option Vélib'.

2.8 - Retrait d'EPT (délibérations : 2017 83 EPT Paris Ouest La Défense et 2017 84 EPT Vallée Sud Grand Paris)

L'EPT Paris Ouest La Défense sur le périmètre (Rueil-Malmaison, Suresnes et Nanterre) ainsi que l'EPT Vallée Sud Grand Paris sur le périmètre (Clamart, Malakoff, Fontenay-aux-Roses, et Bagneux) s'étant substitués aux Communautés d'agglomérations, adhéraient à ce titre au Syndicat.

Pour que ces collectivités puissent adhérer à l'option Vélib', les EPT, par délibération ont restitué la compétence Autolib' aux collectivités susvisées et ont demandé, dès lors que, ces dernières auraient adhéré au Syndicat, leur retrait.

**M. Fatah AGGOUNE (Gentilly)** indique qu'il s'abstiendra sur cette délibération, considérant qu'il s'agit d'un choix souverain revenant à l'EPT.

En l'absence d'autres remarques, la présidente soumet la délibération aux voix.  
Abstention : 1 (Gentilly)

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré, **APPROUVE à la majorité** le retrait de l'établissement public territorial Paris Ouest La Défense et de l'établissement public territorial Vallée Sud Grand Paris du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

### **3 – Points Divers**

- Accompagnement pour la communication pour les chantiers et pour le service

**La Présidente** présente Mélody TONOLLI, Directrice de la Communication et du Marketing, à qui elle donne la parole.

**Mme Mélody TONOLLI (Directrice de la communication et du marketing)** salue l'assemblée et exprime sa satisfaction de rejoindre l'équipe du Syndicat. Elle informe qu'un travail est en cours avec Smoovengo sur un plan de communication correspondant à la phase de transition et de lancement, comportant notamment toute la communication autour des travaux. Elle indique aux membres que la réunion qui s'est tenue ce matin à ce sujet avec les responsables de communication des villes adhérentes à l'option Vélib' avait notamment pour objectif de les informer du plan de communication Vélib' 2 de transition/lancement qui est en cours de finalisation. Elle explique que quatre phases ont été identifiées et cite :



- Révélation du visage du nouveau Vélib' ;
- Travaux ;
- Migration des abonnés ;
- Lancement.

Elle précise ensuite les enjeux et les objectifs de la manière suivante :

- Minimiser les impacts négatifs des travaux, en prévenant et rassurant les usagers, les riverains et les professionnels ;
- Réussir la migration des 300 000 abonnés actuels au service Vélib' ;
- Assurer la continuité du service ;
- Valoriser le nouveau service et ses nouvelles fonctionnalités ;
- Faire du lancement une réussite, tant pour les usagers actuels et futurs que pour les villes adhérentes à Vélib' ou celles à venir.

Ainsi que le plan d'actions :

- De septembre à décembre : campagne d'emailings pour que les usagers suivent l'avancée des travaux et les informer sur le changement de service ;
- Fin septembre : proposition d'un kit aux collectivités ;
- Début octobre : présentation du nouveau visage de Vélib' au grand public avec l'ensemble des élus ;
- À partir de la première semaine d'octobre, sur chaque chantier : pancartes, barrières avec informations et renvoi vers les outils digitaux.

Enfin, elle cite les exemples d'outils mis en place :

- Site web pour les travaux de Vélib' ;
- Carte interactive des stations, pour indiquer si elles sont en fonctionnement ou en travaux ;
- Foire Aux Questions ;
- Un Call Center afin de permettre un service client dédié pour répondre à toutes les questions concernant les travaux ;
- Utilisation des réseaux sociaux et en particulier de Twitter avec un compte dédié aux travaux ;
- Supports de communication existant : site Vélib', blog Vélib' etc. ;
- La communication des collectivités : magazines, réseaux sociaux, sites web. Le Syndicat les accompagnera au mieux avec des modèles de communiqués de presse ainsi que des dossiers de presse. En particulier est prévu un boitage autour des zones de travaux afin d'indiquer les temps des travaux et les bénéfices du nouveau Vélib' ;
- Création d'une signalétique informative et uniformisée sur les chantiers avec l'indication pour les usagers de la station Vélib' la plus proche ;
- Communication en amont avec la pose de grands stickers sur les bornes Vélib' pour indiquer la date des travaux de la station ;
- Kit de communication pour l'ensemble des collectivités d'ici fin septembre : affiches, flyers, petit guide pratique, articles clés en main pour les magazines municipaux,

transmission de la charte graphique et visuelle, contact mail pour toutes les sollicitations des usagers.

**La Présidente** remercie Mme TONOLLI et s'enquiert de questions éventuelles.

**M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** explique qu'un programme, appelé *naming*, consiste à faire sponsoriser par les entreprises les bornes ou les totems Vélib'. Il demande à Mme TONOLLI dans quelle mesure les éléments qu'elle a évoqués pourraient être utilisés pour aller voir les entreprises ?

**Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge)** demande quelles villes ont été contactées pour la réunion communication qui a eu lieu ce jour au Syndicat.

**M. Christophe BERNIER (Gennevilliers)** indique qu'une attention particulière doit être portée au niveau des explications à destination des villes qui n'ont pas encore Vélib'. Par ailleurs, il demande si le Syndicat aura plus de contrôle sur les tarifs lors de la durée du service qu'il n'en a sur Autolib'.

**Mme Mélody TONOLLI (Directrice de la communication et du marketing)** précise que le *naming* fait partie des missions de Smoovengo. Il est possible, dit-elle, de les solliciter et d'accompagner les collectivités qui seront intéressées. Elle ajoute qu'en fonction des demandes, une autre réunion avec les responsables de communication, pourra être organisée.

Elle informe aussi qu'une communication spécifique est réfléchie pour les villes qui vont accueillir Vélib' pour la première fois.

**La Présidente** donne ensuite la parole à Mme HACHÉ.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)**, précise concernant la question du *naming* et du financement des stations, qu'une réunion a eu lieu début juin avec les DGS des villes qui ont transféré la compétence Vélib'. Elle explique ensuite qu'il existe deux types de financement des stations :

- pour les entreprises qui souhaiteront accoler leur nom sur le totem Vélib', Smoovengo prendra en charge la relation entre l'entreprise et la ville pour que le contrat de partenariat du *naming* soit signé. Cette opération de naming deviendra une recette qui ira dans le « pot commun » du syndicat et ne sera pas fléchée vers la ville qui accueillera le totem de la station qui portera le naming.

- pour les entreprises qui souhaiteront financer une station proche de leur emplacement, une convention sera signée entre l'entreprise, et/ou la ville et/ou le Syndicat pour le financement de la station, sur le plan de l'investissement, de l'exploitation et de l'entretien, pendant toute la durée du marché.

**M. Richard TESTA (Noisy le Grand)** demande si une station financée par une entreprise est située sur le domaine privé ou public.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** explique qu'il ne peut pas y avoir de stations sur le domaine privé, sauf si elles sont accessibles 24h/24 et 7j/7.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** demande si des montants ont été fixés pour le *naming*.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** répond que les montants et conditions autour du naming seront définis plus tard.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** demande si le coût d'installation d'une station proche d'une entreprise correspondra bien au coût de la station moins l'aide de la Métropole.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** le confirme et répond que cela représentera un financement qui reste à déterminer (entre 200 et 400 k€) pour prendre en charge les coûts sur la durée du marché et qu'il n'y aura pas, dans ces cas, de subvention de la Métropole du Grand Paris. Une convention est nécessaire afin de cadrer juridiquement et financièrement ces installations.

**Mme Geneviève GAILLABAUD (Garenne-Colombes)** demande s'il est possible d'additionner les subventions pour l'installation d'une station Vélib' à travers le financement d'un partenaire privé.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** répond que ce n'est pas possible. C'est un global, que l'entreprise doit payer. Si une station est financée par une entreprise privée, l'aide de la MGP ne s'applique pas. Le prix est de 20 000 euros par an et par station.

**La Présidente** précise que le projet de la MGP est de permettre aux communes de payer moins cher. La MGP ne financera pas si les communes arrivent à zéro par d'autres financements personnels.

**Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret)** rappelle que les communes ont été nombreuses à avoir délibéré parce qu'elles avaient le soutien de la MGP. Elle s'inquiète de voir remis en cause la subvention sur le reste à charge de la MGP.

**La Présidente** répond qu'il n'en est pas question et que ce n'était absolument pas le sens de ses propos.

**M. Olivier BONNEFOY (Directeur des services techniques)** précise que dans le cas où une entreprise paie la totalité d'une station pour qu'elle soit à proximité de ses locaux, rien de plus ne sera versé. Que la station soit installée sur le domaine public ou privé importe peu.

La Présidente indique que certains ont déjà réfléchi à faire des démarches auprès d'entreprises mais que ce point sera clairement précisé prochainement.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** s'enquiert des délais existant pour demander à une entreprise de s'engager.

**La Présidente** donne la parole à M. SALEMKOUR.

**M. Malik SALEMKOUR (Directeur juridique de la commande publique et des finances)** explique que les stations financées par le privé peuvent être ouvertes à tout moment lorsqu'elles sont financées jusqu'à la fin du marché : un ordre de service est donné par le Syndicat à la société Smovengo, qui va prendre en charge la réalisation et l'exploitation d'une station.

Le cas où une entreprise souhaite participer financièrement pour aider la collectivité n'est pas encore au point ; un travail est en cours pour trouver la meilleure solution.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** fait observer qu'il s'agit de cas de stations nouvelles. Que se passerait-il, si une station existante est supprimée et que l'entreprise située à

proximité n'est pas d'accord ? Peut-on lui proposer de la financer ? ce qui permettrait d'en financer une autre ailleurs.

**La Présidente** propose de réserver cette question après la présentation d'Olivier BONNEFOY sur l'ensemble des stations.

**M. Fatah AGGOUNE (Gentilly)**, demande si le *naming* se fait par ville avec sa propre capacité d'avoir des entreprises sur son territoire ou au niveau de la stratégie globale du Syndicat.

**La Présidente** indique que dans le prix du forfait, il est déjà prévu 1,5 million de naming. Elle propose qu'une note technique soit rédigée sur ce sujet, et ajoute qu'une autre réunion avec les DGS des villes devrait avoir lieu en septembre.

- Déploiement des stations

**La Présidente** donne la parole à M. BONNEFOY.

**M. Olivier BONNEFOY (Directeur des services techniques)** précise que les stations sont aujourd'hui au nombre de 1 233 ; fin juin, 1 400 ont été commandées. Ces stations devront être mises en service à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ce déploiement va se faire sur une durée de 6 mois à compter de la première semaine d'octobre.

Chaque territoire a été divisé en deux paquets, avec des stations équi-réparties. Le premier paquet concerne les stations où les travaux seront effectués entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre : tous les vélos Decaux seront enlevés en une nuit pendant la dernière semaine de décembre, et les vélos du nouveau prestataire seront apportés cette même nuit. À cette date, la moitié des travaux auront donc été effectués. En octobre, la moitié des stations les moins utilisées sera enlevée ; en novembre, la moitié des stations moyennement utilisées, en décembre, la moitié des stations les plus utilisées. De janvier à mars, l'exercice inverse sera fait.

Il a été engagé la visite des 60 communes et des vingt arrondissements dans le but d'étudier toutes les stations. Les travaux sur les stations nécessitant des évolutions seront réalisés de janvier à mars ; en effet, une étude technique préalable est nécessaire, avec Enédis et le consuel, pour les nouveaux branchements. L'équivalent pour Enédis de trois ans de travaux seront réalisés en six mois. Enédis a donc dédié une équipe spécifique au projet. Par ailleurs, des rencontres sont prévues avec les architectes des Bâtiments de France ; en effet, certaines stations sont situées dans des zones de périmètre inscrit.

Il souligne que ces réunions sont essentielles car les collectivités ont la connaissance de leur territoire. Il existe cependant des incertitudes car c'est la première fois dans le monde que se met en place un service Vélib' avec des vélos électriques. Par ailleurs, certaines communes n'ont jamais eu de service Vélib' et il faut veiller à des implantations cohérentes. Le système est en réseau, et ne fonctionne bien que s'il est suffisamment étoffé.

Un graphique montrant le calendrier du déploiement est projeté sur écran.

**M. Olivier BONNEFOY (Directeur des services techniques)** commente une diapositive qui présente les périodes de travaux (en rouge) et d'inactivité de la station (en rouge et orange).

Plusieurs cartes et photos d'insertion paysagère de stations sont ensuite présentées, ainsi que la fréquentation des stations et des cartes isochrones (rayon d'action des stations).

**La Présidente** donne ensuite la parole à Mme HACHÉ.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** précise que M. BONNEFOY est le nouveau directeur des services techniques pour Vélib' et Autolib', qu'il sera en charge du déploiement d'infrastructures, de l'exploitation et la qualité de service.

Elle rappelle que les élus du syndicat seront amenés à voter les tarifs fin octobre début novembre. Plusieurs principes ont été validés : deux abonnements (un pour le vélo électrique, un pour le mécanique), trente minutes gratuites, abonnements de courte durée, tarifs réduits conservés. La grille tarifaire qui a servi à l'offre des candidats sera envoyée dans les espaces membres pour mémoire.

**La Présidente** précise que cette grille tarifaire n'est que provisoire et doit s'entourer de toutes les précautions d'usage.

Elle s'enquiert de questions éventuelles.

**Mme Anne-Laure LE BRETON (Puteaux)** informe que sa collaboratrice n'a pas reçu de confirmation pour la réunion communication qui s'est tenue ce jour.

Elle rappelle que les maillages sur son territoire dépendent des élus et qu'au regard du manque de réponses techniques sur le nouveau Vélib', il est hors de question que Puteaux s'engage sur un plus grand maillage. Elle ajoute que Puteaux comporte un éco-quartier proche de Nanterre.

**La Présidente** répond que chacun fait au mieux et qu'elle attend de tous un peu de compréhension.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** indique avoir reçu un courrier de Vélib' l'informant que trois stations seraient fermées de manière préventive. Elle demande comment empêcher cela ? et quelles sont les conditions contractuelles qui permettront d'agir pour rouvrir les stations fermées ?

**La Présidente** précise avoir découvert ce problème récemment à propos d'Aubervilliers où certaines stations régulièrement vandalisées l'été sont fermées en prévention. Ce sujet peut en effet impacter la communication sur le nouveau service.

Elle rappelle que le Syndicat n'exploite pas le service Vélib' à ce jour.

**Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret)** informe avoir également reçu un mail de Decaux, qui précise que ces fermetures se font en accord avec la Ville de Paris. Elle précise que la station qui sera fermée est située devant le siège de Lagardère.

**La Présidente** demande à Mme Sophie DESCHIENS qu'elle lui transmette le mail et donne la parole à Mme HACHÉ.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice)** rappelle que la question du vandalisme a été traitée avec beaucoup d'attention en ce qui concerne la future exploitation du service ; au-dessus de 10 % de vélos vandalisés, ce sera à la charge du prestataire. Par ailleurs, en cas de vandalisme, les conditions du maintien des stations impactées seront discutées avec les élus métropolitains.

En réponse à M. BERNIER, Mme HACHÉ précise que Vélib' étant un marché public, le Comité syndical aura plus de prise sur le prestataire Vélib' que sur le délégataire Autolib', notamment sur la politique commerciale, qu'il doit valider.

Elle ajoute que lors de ses visites, M. BONNEFOY étudie le degré de vandalisme de chaque station.

**Mme Anne ANGELI (Le Pré-Saint-Gervais)** souligne que des photos des stations du Pré-Saint-Gervais montrent des emplacements vides ce qui, dit-elle, confirme que JC Decaux se désengage du service Vélib'.

**La Présidente** indique qu'à ce jour, elle n'a pas encore reçu de recours de la part de JC Decaux. Par ailleurs, elle n'est pas étonnée de ce genre de réactions et comportements. Elle ajoute qu'une proposition de réponse au courrier sera soumise aux représentants des collectivités. En tant que Présidente du Syndicat, elle va saisir la Ville de Paris : à charge de cette dernière d'actionner Decaux.

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente, après avoir indiqué aux membres que le prochain Comité syndical se tiendra le 20 septembre 2017, lève la séance à 16h40.*

La Secrétaire de séance,



Mme Geneviève Gaillabaud

La Présidente,



Marie-Pierre de la Gontrie